



Discriminations et racisme de la part de la police, répression des mouvements populaires, chasse aux migrant·e·s, traque des sans-papiers, fichage généralisé... Il est plus qu'urgent de s'organiser et de dénoncer les logiques sécuritaires. Depuis huit ans maintenant, la campagne Stop Répression se mobilise contre les violences policières et la répression d'État. Soyons nombreuses et nombreux dans les rues de Charleroi ce 15 mars à l'occasion de la Journée internationale contre les violences policières?!

**Stop à la répression des migrations !**

Objet d'une répression organisée au plus haut sommet de l'État belge, le seul délit des réfugié·e·s et des sans-papiers est d'avoir recherché un avenir meilleur. Ils et elles sont arrêté·es sans ménagement et placé·e·s dans des centres fermés en attente d'une expulsion. Véritables prisons, les conditions de détention dans les centres fermés sont telles que certain·e·s migrant·e·s tentent de mettre fin à leurs jours. Aujourd'hui, même des familles avec enfants peuvent se retrouver en centre fermé. Personne n'est épargné par ces mesures sécuritaires et racistes des autorités.

La solidarité est également criminalisée : poursuites judiciaires contre des hébergeur·euse·s, violences contre des citoyen·ne·s filmant de leur plein droit des arrestations arbitraires. La chasse aux migrant·e·s se fait au détriment de l'humanité, de l'état de droit et de la solidarité entre les peuples. Elle finit parfois dramatiquement dans le sang comme ce 17 mai 2018 quand un policier, encore en liberté aujourd'hui, tua la petite Mawda. Pour se donner les moyens de sa politique inhumaine, le dernier gouvernement a décidé de construire trois nouveaux centres dont un, en Wallonie, à Jumet. Face à la fuite en avant de l'État, exigeons la fermeture de tous les centres fermés, la régularisation de tous les sans-papiers et la liberté de circulation pour les migrant·e·s.

## **Stop à la répression des mouvements populaires !**

Nous avons vu et vécu les répressions qui se sont abattues de manière spectaculaire sur le mouvement des gilets jaunes en France et en Belgique. Interdictions de manifester, arrestations arbitraires et violences policières sont les moyens utilisés par l'État pour réduire les mouvements populaires au silence. La préservation de l'ordre marchand, des affaires et du commerce prime ici sur le droit fondamental de manifester et à exprimer ses opinions. Nous refusons fermement les répressions des militant·e·s dans les manifestations et le harcèlement de celles et ceux qui interrogent une société aussi inégalitaire que la nôtre. Cette politique autoritaire est un danger pour toute démocratie. Une société qui ne peut pas être remise en

question est une société qui se meurt.



**Stop à la répression dans les quartiers !**

Les témoignages de jeunes harcelé·e·s par les contrôles d'identité et les vexations gratuites de la part de la police se multiplient. Bien des études le montrent : les personnes immigrées ou

issues de l'immigration sont les victimes du pouvoir donné à la police. Cette politique de répression dans les quartiers, loin d'être le fait de dérapages isolés, est le résultat d'une gestion coloniale du maintien de l'ordre. Cette répression se déguise parfois même en projet farfelu : ?«

*La Cellule des jeunes jugés dérangeants*

?» créé par la ville de Charleroi, en étroite partenariat avec la police, est un projet test mis en place dans les quartiers populaires de l'Europe (Châtelet) et du Rambulant (Gilly). Cette cellule, dont le nom sans appel démontre une stigmatisation croissante de la jeunesse des quartiers, n'est rien d'autre qu'un prétexte pour fichier et réprimer les jeunes des milieux populaires avec la complicité de leur voisinage. Unissons-nous pour agir et dénoncer ce genre de pratique?!

## **Notre sécurité est sociale !**

Plutôt que de questionner les rouages inégalitaires de notre société, les gouvernements n'apportent qu'une réponse sécuritaire : plus de policiers, plus de caméras, plus de lois répressives, plus de violences. La politique de la matraque n'a pourtant jamais permis de résoudre les problèmes sociaux ou de faire baisser la violence au sein d'une société. La criminalité restera un problème tant que l'on maintiendra artificiellement en vie un système basé sur l'exploitation et les inégalités. Ceux qui prétendent se soucier de notre sécurité n'ont cessé ces dernières décennies de démanteler les mécanismes de solidarité et de faire peser sur les précaires les conséquences des crises qu'ils ont engendrées. Il est important de le rappeler, notre première sécurité est sociale. Il convient de lutter contre tous ceux qui veulent la démanteler.

## **Tou-te-s dans la rue à Charleroi !**

Rendez-vous ce 15 mars 2019 pour exiger la fin de ces répressions. Face à la violence de l'État, refusons la peur et la division qu'il installe?! Le changement passe par notre capacité à nous unir et à nous entraider pour mener la lutte vers un avenir sans racisme, sans répression et sans exploitation.

La campagne stop-répression.be

À la JOC Internationale, nous avons décidé de mener des actions de solidarité contre la répression policière à l'égard de la jeunesse travailleuse du monde. C'est pourquoi le 15 mars 2019, nous défilerons avec les militants qui se mobiliseront dans les rues pour crier : Stop à la répression policière contre les jeunes travailleurs et travailleuses et contre la société en général !